

TLEMCCEN

Sidi Djilali, un vent de révolte souffle sur la steppe

En ce début du mois de mars, tous les chemins ne mènent pas vers la steppe. Les 30 km qui séparent Sebdou de Sidi Djilali, territoire de la grande tribu des Ouled N'har, sont semés d'embûches et, parfois, de grosses pierres qui barrent la route aux véhicules.

De Sebdou, jusqu'à Sidi Yahya, la route est déserte, aucun véhicule en circulation, et nous sommes gagnés par l'inquiétude avant même de pénétrer dans le fief des Ouled N'har. Toutefois, la présence d'un collègue journaliste nous rassure, un enfant du bled, connu et apprécié des habitants de cette localité, sortie soudainement de l'anonymat.

Depuis une semaine, des informations font état d'une insurrection dans cette contrée isolée du monde rural. Sidi Djilali se trouve à l'extrême sud-ouest de la wilaya de Tlemcen et on a du mal à croire à l'existence d'une daïra entre ces monts surplombant le royaume chérifien, et ce bout de chemin qui ne semble mener

nulle part. Et pourtant, plus de 30 000 âmes vivent dans cette pampa sauvage, dans des conditions d'un autre siècle.

A notre arrivée, nous sommes obligés de montrer nos cartes de presse et assez vite des jeunes se sont empressés de dégager la route pour nous laisser passer.

A l'entrée de Sidi Djilali, nous sommes accueillis par un groupe de jeunes universitaires très déterminés qui nous expliquent les raisons de cette intifadha pacifique. Plus de 300 personnes sont rassemblées devant le siège de la daïra qui est toujours fermé à l'instar de la mairie.

Du côté de la frontière marocaine, le complexe minier d'El-Abed est aussi à



Photo : Djallel B.

l'arrêt. Tout le territoire des Ouled N'har est paralysé, du jamais-vu depuis l'Indépendance, dans cette contrée, autrefois, paisible et accueillante.

Il est vrai qu'on a l'impression d'être au bout du

monde, la différence avec les daïras du Nord sautant aux yeux.

Il existe quelques infrastructures, mais tout reste à faire sur tous les plans, (santé, transport, éducation). «Sidi Djilali n'est pas une

daïra, mais un grand douar qui dépend toujours de Sebdou, nous confie un jeune, et on doit faire le déplacement jusqu'à Sebdou pour régler nos quittances d'électricité, et quant aux urgences médicales on confie notre destin à Dieu. Nous vivons à mille lieues de la civilisation.»

Un autre nous a confié que le carburant est rationné à Sid Djilali, alors que les halabas s'approvisionnent le plus normalement du monde

à Maghnia et dans toute la bande frontalière.

Un groupe de moudjahidine, à l'âge très avancé, tiennent aussi à être solidaires avec les jeunes, le responsable de la kasma ONM, précisant que «ces jeunes ne sont pas des voyous, ni des drogués, mais sont très disciplinés dans cette mobilisation légitime.

Les services de sécurité n'ont pas eu à intervenir depuis presque une semaine, et ce, malgré l'attitude du chef de daïra qui a exprimé un aveu d'impuissance devant les citoyens. Il aurait déclaré : «Ana khodra foug taam.» Une expression bien de chez nous, pour qualifier le peu de considération ou le peu d'importance.

Cela fait maintenant une semaine que ces jeunes passent la nuit à la belle étoile, se disant plus mobilisés que jamais et réclamant la présence du wali pour mettre fin à leur mouvement.

Des solutions existent pour peu qu'un dialogue soit établi et, pour cela, il faut se poser la question sur le rôle et sur la mission de ces honorables élus du peuple qui vivent loin de ce tumulte, qui est en train de briser le silence de la steppe !

M. Zenasni

SIDI-LAKHDAR (AÏN DEFLA)

Les habitants du quartier de la gare bloquent la route

Des centaines d'habitants, surtout des jeunes, ont établi, dimanche, en fin d'après-midi, une barricade sur la grande rue qui mène du centre-ville à la gare ferroviaire, menaçant même de bloquer le passage des trains, et ce, pour attirer l'attention des autorités locales sur l'état de la route, qui relie le quartier Guerroumi (ouest) au quartier Barrate, au nord-est de la ville.

Lundi, en début de matinée, les responsables locaux, notamment le P/APC et le chef de daïra de Khemis Miliana se sont rendus sur place pour prendre langue avec les contestataires et écouter leurs doléances.

Sur place, les habitants du quartier ont déclaré : «Nous ne demandons pas la lune, mais seulement qu'on aménage ce kilomètre de route pour que nos enfants puissent se rendre à leur école sans risque de se voir renvoyer pour être tombés dans la boue par temps de pluie ou pour que des femmes enceintes ne fassent pas de

chutes qui pourraient leur être fatales. Nous n'exigeons pas un boulevard construit en dalle de sol pourtant !» Après négociation, les habitants ont levé le barrage sur la route et libéré la circulation et, comme par enchantement, deux gros engins sont apparus et ont commencé l'aménagement tant attendu par la population. Un habitant s'est interrogé : «Pourquoi les responsables attendent-ils que les habitants sortent dans la rue pour se rappeler qu'ils ont des problèmes ?»

Un autre a ajouté : «Ils nous ont souvent fait des promesses... mensongères... on

nous a souvent déclaré qu'une enveloppe de plus de 10 milliards de centimes était affectée pour l'aménagement des quartiers... Mais nous n'avons rien vu venir.»

Au sujet de cette enveloppe, un représentant de la direction de l'urbanisme et de la construction (DUC) nous a affirmé : «Oui, l'opération est inscrite depuis 1 an, dans le cadre de la lutte contre les inondations. Mais nous n'avons pas pu entamer les travaux à cause des intempéries». Nous apprenons qu'il s'agit d'une opération comportant plusieurs actions concernant le drainage et la stabilisation des sols, la voirie, les aménagements divers et l'éclairage public.

Par ailleurs, des riverains attirent notre attention sur un ouvrage d'art pour la couverture de l'Oued El-Kébir qui draine les eaux torrentielles des pentes des contreforts du Zaccar. «Regardez, c'est un

conduit en béton d'un mètre carré de diamètre pour contenir le lit d'un oued de 6 à 8 m de large, devenu un véritable goulot d'étranglement, de plus, fermé par un grillage fait de rond à béton qui retient tout ce que le torrent charrie, ce qui bouche le passage des eaux. Nous sommes obligés de casser des murs à chaque fois pour éviter que nos maisons ne soient inondées.»

D'autres habitants adressent des critiques sévères à l'encontre du P/APC : «Il n'est venu ici qu'en de rares occasions, lorsqu'il s'est agi de campagnes électorales pour nous faire des promesses, jamais tenues d'ailleurs... Il en est à son troisième mandat, et là, on ne le voit plus.»

Hier, avant midi, le barrage a été levé, les habitants étant quelque peu rassurés par le va-et-vient des engins, mais «nous restons vigilants», affirment-ils.

Karim O.

SIDI-BEL-ABBÈS

Sit-in de 50 familles du bidonville Si-Salah devant la wilaya

Dans la journée de lundi dernier, quelque 50 chefs de famille (hommes et femmes) occupant le bidonville situé à proximité de la ferme Si-Salah, sur la périphérie de la ville de Sidi-Bel-Abbès, ont observé un sit-in devant le siège de la Wilaya, exigeant la rencontre avec le wali pour discuter de leur relogement prévu en mars.

Ces familles refusent leur relogement dans des habitats ruraux, alors qu'ils écartent la formule du relogement dans des logements LSP, deux propositions

qu'avait faites le wali lors de sa rencontre il y a quelque temps avec les occupants.

Dans un premier temps, ces derniers auraient accepté les propositions, selon nos sources, avant de se rétracter tout récemment, justifiant leur refus par le fait que les logements proposés dans le cadre de l'habitat rural sont construits dans des localités qui ne leur conviennent pas du fait que leurs enfants sont scolarisés en ville et ne veulent en aucun cas être dépayés.

Ces familles qui écartent catégoriquement l'autre proposition, à savoir les logements LSP hors de leur portée, vu leur coût exorbitant, refusent de rejoindre les logements ruraux proposés. Pour

appuyer leur revendication, les contestataires évoquent le cas des locataires du vieux quartier presque en ruines de Kaïd-Rabah, dans la ville de Sidi-Bel-Abbès, qui eux vont bénéficier des logements dans le tissu urbain. En effet, quelque 200 familles à reloger ont été dernièrement recensées dans ce quartier. 100 logements ont été livrés dernièrement, alors que le reste est en cours de réalisation. Une opération de relogement aura lieu dès leur réception. Les occupants du bidonville Si-Salah ont passé presque toute la journée à battre le pavé, en attendant que leurs représentants soient reçus par le premier responsable de la wilaya.

A. M.

BÉCHAR

Des logements sociaux et des plaintes

«Je viens de signer quatre plaintes contre des individus qui ont tenté de nous induire en erreur à travers de fausses déclarations dans leurs dossiers de demande de logement», nous a affirmé le wali, M. Zaâlane, lors d'une brève entrevue mardi dernier.

Ces plaintes concernent notamment un médecin et un entrepreneur, tous deux en activité. Ils ont falsifié des documents officiels, selon le wali. Le chef de l'exécutif, qui a minutieusement épluché les dossiers des demandeurs, nous a expliqué que, plus de 88% des futurs bénéficiaires sont originaires de Béchar. Les autres sont nés et vivent dans la capitale de la Saoura depuis très longtemps.

Le chef de l'exécutif local nous a indiqué, aussi, que plus de 20% des logements sociaux seront attribués aux femmes divorcées ou veuves, avec enfants à charge.

A noter que 1 343 logements sociaux vont être distribués incessamment, soit la semaine prochaine. «La commission a pratiquement achevé son travail et je veille, personnellement, à ce qu'il n'y ait pas de dépassements. Les logements iront aux nécessiteux», nous dira M. Zaâlane. Pour sa part, le directeur général de l'OPGI, M. Ladj, nous a affirmé que plus de 600 autres logements vont être mis à la disposition de la commission de répartition d'ici au mois de juin.

Une autre distribution est programmée, selon certaines sources, pour la fin de l'année en cours.

A. Boutaleb

GHAROUS (MASCARA)

Des citoyens se rassemblent devant le siège de l'APC

Ce sont plus de deux cents personnes qui ont observé un sit-in devant le siège de l'APC de Gharous, située à une cinquantaine de kilomètres du chef-lieu de la wilaya de Mascara.

C'est une commune déshéritée du monde rural. A travers ce rassemblement, les citoyens appelaient à plus de développement dans la perspective d'améliorer leurs conditions de vie. Ils ont fait état du chômage, qui touche la commune, du déficit en AEP et réclament notamment plus d'aide à l'habitat rural. La protestation a été pacifique et des responsables locaux ont pris langue avec les habitants.

M. Meddeber